



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire portant prescriptions applicables à la carrière

située au lieu-dit « La Varenne » exploitée par la SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES à Vouvray (37)

SAIPP/BE/ N° 21 462
référence à rappeler

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU :

- le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V ;
- le code minier ;
- la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;
- le décret du président de la République du 6 novembre 2024 nommant en conseil des ministres monsieur Thomas CAMPEAUX, préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté préfectoral régional du 21 juillet 2020 approuvant le schéma régional des carrières (SRC) Centre Val de Loire ;
- l'arrêté du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant pour la période 2022-2027 ;
- l'arrêté préfectoral du n° 20 979 du 27 novembre 2020 autorisant la société SABLIERES PLOUX FRÈRES à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de VOUVRAY au lieu-dit « La Varenne » pour une durée de 15 ans ;
- le compte rendu de la réunion du 3 juillet 2025 de l'UNICEM Centre Val-de-Loire relatif au projet de la SARL Sablières Ploux Frères de transfert temporaire et exceptionnelle (sans compensation du déficit « IGAB-IGA » de l'année 2025 sur le département du Loir-et-Cher) de quotas lit majeur de la SABLIERE PLOUX FRÈRES de « La Varenne » sur la commune de Vouvray (37) vers la SABLIERE PLOUX FRÈRES de l'île de Nouan sur les communes de Courbouzon - Saint Laurent Nouan (41) sur laquelle l'ensemble des carriers du 37 disposant de quotas lit-majeur ont donné un avis favorable ;
- la demande présentée le 08 août 2025, par Monsieur Franck PLOUX en tant que gérant de la société SABLIERES PLOUX FRÈRES, afin d'obtenir le transfert temporaire de quotas de la sablière de Vouvray (37) vers la sablière de Courbouzon – Saint Laurent Nouan (41) pour permettre la finalisation de l'extraction de la Sablière de Courbouzon aux fins de sa remise en état ;
- l'avis favorable de l'observatoire régional des matériaux de la région Centre Val-de-Loire du 3 septembre 2025 ;
- l'avis favorable de la CDNPS d'Indre-et-Loire en formation carrière du 12 septembre 2025 ;
- l'avis favorable de la CDNPS de Loir-et-Cher en formation carrière du 18 septembre 2025 ;

- le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 4 septembre 2025 et les observations présentées par le demandeur à cette occasion ;

Considérant ce qui suit :

- les dispositions 1F-3 du SDAGE Loire-Bretagne ainsi que la mesure 1 de l'orientation 1.1.1 du SRC Loire-Bretagne prévoient la réduction des extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur ;
- les orientations du SRC Loire-Bretagne et notamment la mesure 13 de l'orientation 2 relative à la préservation du patrimoine environnemental du territoire et en particulier son intégration paysagère proscriit le morcellement des pièces d'eau résiduelles (effet de mitage paysager) ;
- au 1^{er} janvier 2025 les quotas relatifs aux quantités maximales autorisées de granulats en lit majeur de la Loire dans le département de Loir-et-Cher (IGA 41 = 944 020 Tonnes) sont supérieurs au tonnage autorisable (IGAB 41 = 824 127 Tonnes) ;
- la SABLIÈRE PLOUX FRÈRES de Courbouzon – Saint Laurent Nouan a réduit, en comparaison du projet initial les quantités maximales de matériaux qui seront extraits en passant de 40 K Tonnes à 30 K tonnes et sur une durée courte (3 années) ;
- la quantité moyenne extraite de 2021 à 2024 sur le site de la SABLIÈRE PLOUX FRÈRES de Vouvray est inférieure à la quantité maximale autorisée ;
- la réduction du tonnage maximal autorisé sur la SABLIÈRE PLOUX FRÈRES de Vouvray ne remet pas en cause le phasage d'exploitation de la carrière ;
- l'absence de nouvelle extraction dans la carrière de Courbouzon (41) impacterait directement la remise en état du site avec un effet significatif sur l'hydrologie du site et serait contraire aux orientations paysagères du Val de Loire classé au patrimoine mondial de l'UNESCO ;
- les modifications objet de la demande ne sont pas substantielles.

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Nature des modifications

La société désignée SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES est autorisée par l'arrêté Préfectoral n° 20 979 du 27 novembre 2020 pour une durée de 15 ans, à exploiter une carrière et une installation de traitement associée, au lieu-dit « La Varenne » sur le territoire de la commune de Vouvray, dans le département d'Indre-et-Loire (37).

La modification sollicitée est accordée par le présent arrêté et consiste à modifier pour la carrière précitée le volume maximum autorisé sur les années 2025 à 2027 sans modifier le périmètre de l'exploitation, ni le principe de traitement ni l'échéance finale.

Modification du tableau ICPE pour la rubrique 2510 sous l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27/11/2020 :

Le volume autorisé pour la rubrique 2510 dans l'arrêté préfectoral du 27/11/2020 est présenté comme suit :

Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	80000	Tonnes par an

Cette rubrique est annulée et remplacée par :

Rubrique	Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	80 000 à l'exception des années 2025-2026-2027 : 70 000	Tonnes par an

Modification de l'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27/11/2020 :

La phrase « La production maximale de matériaux de la carrière est de 80 000 tonnes/ an (avec une moyenne de 70 000 tonnes/an). » est remplacé par « La production maximale de matériaux de la carrière est de 80 000 tonnes/an à l'exception des années 2025-2026-2027 où la production maximale est abaissée à 70 000 tonnes/an ».

Article 2 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du code de l'environnement.

Article 3 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Vouvray et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de l'arrêté est affiché à la mairie de Vouvray pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale d'un mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS ;

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Indre-et-Loire à l'adresse suivante : Préfecture d'Indre-et-Loire – DECAT / Bureau de l'environnement – 15 rue Bernard Palissy 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition Écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

Article 5 : Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire, madame la maire de Vouvray et monsieur le directeur régional de l'environnement et de l'aménagement et du logement Centre - Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL SABLIERES PLOUX FRÈRES par lettre recommandée avec accusé de réception.

Tours, le 26/09/2025

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Florence GOUACHE